

1ère Chambre 7 juillet 2000  
N° 1999/4308

## **TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PONTOISE**

La Première Chambre du Tribunal de Grande Instance de Pontoise, assistée de Madame LE MEUR, Greffier, a prononcé le 7 juillet 2000, en audience publique, le jugement dont la teneur suit et dont ont délibéré :

**Monsieur VARAUT, Président**  
**Monsieur C, Premier Vice-Président**  
**Madame GRISON-PASCAIL, Juge**  
**Jugement rédigé par Monsieur C, Premier Vice-Président DATE DES**

**DEBATS : 6 JUIN 2000**

### **DEMANDEURS :**

**1°) Roger V ;**

**2°) La Société VINMER**, société anonyme au capital de 500.000 francs, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bourg sous le numéro B.300.379.459, dont le siège social est [...], agissant poursuites et diligences de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège;

**3°) La Société GLODIS**, société à responsabilité limitée au capital de 200.000 francs, immatriculée au R.C.S. de Créteil sous le numéro B. 337.696.132, dont le siège social est [...], agissant poursuites et diligences de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège;

**Représentés par la S.C.P. MALHERBE-PETIT, Avocats postulants au Barreau du Val d'Oise et assistés de Maître Michèle L CATEL LEGRAND, Avocat plaidant du Barreau de Paris.**

### **DEFENDERESSES :**

**1°) La Société ARSIE FIXATIONS, SARL** au capital de 50.000 francs, immatriculée au R.C.S. de Pontoise sous le numéro B.394.463.319, dont le siège social est [...], prise en la personne de ses représentants légaux;

**Non comparante, ni représentée.**

**2) La Société LAURENT INDUSTRIE FIXATIONS, SARL** au capital de 1.100.000 francs, immatriculée au R.C.S. de Nice sous le numéro B.391.515.251, dont le siège social est [...], prise en la personne de ses représentants légaux;

**Représentée par Maître VOISIN-BIGOT, Avocat postulant au Barreau du Val d'Oise et assistée de Maître André D, Avocat plaidant du Barreau de Nice.**

Vu l'assignation en date du 2 mars 1999, à la requête de **Roger V** précisant que suivant cession des 23 juillet et 3 septembre 1986 inscrite au Registre National des Marques le 16 juillet 1987 il a acquis la marque "CRAMPON" déposée le 18 mars 1976, enregistrée sous le numéro 951267 par André M, ensuite cédée à la Société Anciens Etablissements Georges VINEL, le dépôt en cause ayant régulièrement été renouvelé les 28 août 1986 et 22 février 1996, de la **S.A. VINMER** précisant qu'elle s'est vue consentir le 11 janvier 1994 une licence exclusive d'exploitation de la marque "CRAMPON" inscrite au registre national des marques le 11 avril 1994 sous le numéro 171 203 et de la **S.A.R.L. GLODIS**, faisant valoir qu'elle commercialise les produits fabriqués par la précédente, des S.A.R.L. ARSIE FIXATIONS et LAURENT INDUSTRIE FIXATIONS afin, vu les saisies-contrefaçons pratiquées suite aux ordonnances rendues respectivement les 26 et 27 janvier 1999 par les Présidents des Tribunaux de Grande Instance de Nice et Pontoise, de :

- *constater qu'en commercialisant en France des chevilles sous les dénominations CRAMPON, CRAMPONS, A CRAMPONS et A CRAMPONS XENON, les sociétés défenderesses se sont rendues coupables au préjudice de Roger V d'actes de contrefaçons réprimés par les articles L 713-2 et L 716-1 du Code de la Propriété Intellectuelle;*

- *constater que la Société VINMER licenciée exclusive de la marque CRAMPON a subi un préjudice propre du fait des actes de contrefaçons ainsi commis;*

- *constater que les Sociétés LAURENT INDUSTRIE FIXATIONS et ARSIE FIXATIONS se sont également rendues coupables au préjudice des Sociétés VINMER et GLODIS d'actes de concurrence déloyale et parasitaire;*

en conséquence :

- *interdire aux sociétés défenderesses de reproduire tout ou partie des caractéristiques de la marque numéro 1368878 pour des produits identiques ou similaires à ceux visés au dépôt sous astreinte de 1.000 francs par infraction constatée à compter de la signification du jugement à intervenir, l'infraction s'entendant de la mise en vente d'un produit sous l'une quelconque des dénominations contrefaisantes;*

- *condamner in solidum les Sociétés LAURENT INDUSTRIE FIXATIONS et ARSIE FIXATIONS à verser :*

\* *à Roger V la somme de 200.000 francs à titre de provision sur dommages-intérêts;*

\* *à la Société VINMER la somme de 300.000 francs à titre de provision sur dommages-intérêts;*

\* *à la Société GLODIS la somme de 300.000 francs à titre de dommages-intérêts;*

- *désigner un expert avec pour mission de réunir tous éléments permettant au Tribunal de statuer définitivement sur leur préjudice;*

- ordonner la publication du jugement à intervenir dans cinq journaux ou périodiques de leur choix et aux frais avancés des défenderesses sans que chaque insertion ne puisse excéder 25.000 francs;

- ordonner l'exécution provisoire du jugement à intervenir;

- condamner in solidum les Sociétés **ARSIE FIXATIONS** et **LAURENT INDUSTRIE FIXATIONS** à leur payer la somme de 30.000 francs au titre de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile, outre tous les dépens;

Vu les dernières conclusions déposées au Greffe le 16 mai 2000 par la **S.A.R.L. LAURENT INDUSTRIE FIXATIONS** (ci-après la S.A.R.L. LIF), rappelant que ses catalogues attestent de ce qu'elle commercialise sous le nom de "chevilles universelles à crampons T.X." un produit fabriqué par la Société GUEX sous la marque "XENON", soutenant que l'adjonction du complément "à crampons" au mot chevilles pour désigner une caractéristique du produit ne saurait constituer la contrefaçon de la marque alléguée, faisant observer qu'elle n'est pas responsable de la commercialisation par la S.A.R.L. ARSIE FIXATIONS des chevilles qu'elle lui fournit et ajoutant qu'il n'y a aucun risque de confusion entre celles-ci et celles commercialisées par la S.A.R.L. GLODIS alors qu'au demeurant les demanderesses ne rapportent pas la preuve d'un quelconque préjudice n'ayant pour sa part réalisé qu'un chiffre d'affaire de 11.081 francs H.T. entre le 1er octobre 1997 et le 28 avril 1999 sur les chevilles "XENON" pour conclure au débouté des demandes formées à son encontre et se porter reconventionnellement demanderesse en paiement d'une somme de 50.000 francs à titre de dommages-intérêts pour procédure abusive, outre une somme de 25.000 francs au titre de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile et tous les dépens;

Vu les dernières conclusions déposées au Greffe le 29 février 2000 par **Roger V. la S.A. VINMER et la S.A.R.L. GLODIS** répliquant que l'utilisation de l'expression "à crampons" constitue un usage prohibé de la marque déposée, d'autant plus que la défenderesse reconnaît elle-même que les chevilles sont "à crans", soulignant que le parasitisme résulte de la pratique de prix "prédateurs" pour la vente des chevilles "XENON" trois fois inférieurs aux siens et reprenant pour le surplus les demandes de son assignation;

Vu l'absence de constitution de la **S.A.R.L. ARSIE FIXATIONS**, faisant que le présent jugement sera réputé contradictoire comme susceptible d'appel par application de l'article 474 du nouveau Code de procédure civile;

Vu l'ordonnance de clôture intervenue le 16 mai 2000;

#### **MOTIFS DE LA DECISION :**

Attendu qu'il conviendra d'étudier successivement les demandes à rencontre des S.A.R.L. LIF et ARSIE FIXATIONS dont les agissements ne sont pas les mêmes;

**A) - Sur les demandes à rencontre de la S.A.R.L. LIF :**

**\* sur la contrefaçon de marque :**

Attendu qu'il est constant que la S.A.R.L. LIF a porté à son catalogue-tarif des produits de fixations qu'elle commercialise : vis, boulons, pitons et chevilles en page 28 les chevilles référencées code 67000 comme "*chevilles universelles à crampons T.X.* "; qu'aux côtés de cette référence était représenté le produit en cause fabriqué par la Société GUEX comme une grappe surmontée d'un anneau de chevilles pourvues de petites aspérités;

Attendu que les factures établies par la S.A.R.L. LIF pour les produits achetés par la S.A.R.L. ARSIE FIXATIONS reproduisent pour les produits incriminés les mêmes mentions en abrégé de la manière suivante : "*CHEV. UNI. A CRAMPONS T.X.* ";

Attendu que s'il est incontestable que la Société GUEX décrit sa cheville "XENON" comme munie "*d'une double rangée de crans garantissant une excellente résistance à l'arrachement*", et sans que la validité de la marque CRAMPON soit en cause, le fait pour la Société LIF d'avoir mentionné pour décrire une caractéristique de son produit ayant trait à l'adhérence "*à crampons*" ne saurait constituer une contrefaçon de la marque protégée dès lors que le mot crampon désigne usuellement, et notamment pour des semelles, de petits cylindres en métal, cuir, caoutchouc ou plastique garantissant l'adhérence;

Attendu que le fait que sur le bon de commande d'une Société D.M.O. un magasinier ait écrit "*chevilles crampons*" sans porter la préposition "*à*" ne saurait davantage établir une quelconque contrefaçon alors qu'il visait bien la désignation du produit au catalogue par la mention T.X., ne saurait davantage caractériser la contrefaçon alléguée;

Attendu qu'il convient en conséquence de débouter Roger V, la S.A. VINMER et la S.A.R.L. GLODIS de leur demande de ce chef à rencontre de la S.A.R.L. LIF;

**\* sur la concurrence déloyale et le parasitisme :**

Attendu que la seule ressemblance entre les produits commercialisés par la S.A.R.L. GLODIS et ceux vendus par la S.A.R.L. LIF est une présentation en grappe des chevilles avec barrette ou anneau d'accrochage pour en faciliter l'utilisation; que toutefois cette présentation résultant de la fabrication en moules d'articles de petite taille vendus à plusieurs unités n'est pas de nature à entraîner, même dans l'esprit d'un consommateur moyennement avisé, une confusion caractérisant des actes de concurrence déloyale et de parasitisme dès lors que les deux produits sont fondamentalement différents, les chevilles de marque "CRAMPON" étant munies de six cannelures et de couleur brun chocolat alors que celles de marque "XENON" vendues par la S.A.R.L. LIF sont pourvus de huit rangées de crans et de couleur beige, la marque "XENON" étant gravée de manière tout à fait lisible sur l'anneau d'accrochage et aucune reproduction du signe "CRAMPON" ne figurant sur le produit en cause ou son emballage;

Attendu que de même, la vente à un prix inférieur d'un produit différent et dont le prix de revient n'est sans doute pas le même ne saurait davantage démontrer la pratique de prix "*prédateurs*" constitutifs de parasitisme;

Attendu qu'il convient dès lors de débouter à nouveau les demanderesses de ce chef;

**\* sur la demande reconventionnelle de la S.A.R.L. LIF:**

Attendu que pour infondées que soient les demandes de Roger V, de la S.A. VINMER et de la S.A.R.L. GLODIS, celles-ci ne sauraient pour autant caractériser un abus du droit d'ester en justice et la S.A.R.L. LIF, qui ne rapporte au demeurant pas la preuve d'un quelconque préjudice, sera déboutée de sa demande de dommages-intérêts sans que l'équité commande par ailleurs qu'il soit fait application à son profit des dispositions de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile;

**B) - Sur les demandes à l'encontre de la S.A.R.L. ARSIE FIXATIONS :**

**\* sur la demande en contrefaçon :**

Attendu que le catalogue de la Société ARSIE FIXATIONS en page 2 de sa rubrique chevilles offre à la vente des "*CHEVILLES CRAMPON*" tout en reproduisant le modèle de cheville fabriqué par la S.A.R.L. VINMER;

Attendu que ces agissements sont bien constitutifs de contrefaçon de la marque CRAMPON en application des dispositions des articles L 713-2 et L 716-1 du Code de la Propriété Intellectuelle;

Attendu qu'en ce qui concerne le préjudice résultant de cette atteinte à la marque, les demandeurs produisent une attestation de Rémi M, expert comptable, certifiant que les chiffres d'affaires de la S.A. VINMER pour le produit "*chevilles CRAMPON*" pour les années 1992 à 1996 sont exacts et correspondent aux chiffres de la comptabilité générale de l'entreprise;

Attendu que si les chiffres en cause font en effet apparaître une baisse du chiffre d'affaires au cours des exercices 1995 et 1996, rien n'indique que celle-ci soit due aux agissements incriminés postérieurs alors que les demandeurs ont à se plaindre de nombreuses attaques de concurrents comme en attestent les décisions judiciaires qu'il versent aux débats et que le chiffre d'affaires est revenu à son meilleur niveau en 1998, année où avec 1997 se produisaient les faits incriminés, celui de 1997 n'étant pas produit;

Attendu que l'atteinte au droit de propriété sur la marque sera dès lors réparé par l'allocation à Roger V d'une somme de 20.000 francs à titre de dommages-intérêts et à la S.A. VINMER d'une somme de 30.000 francs à ce titre;

Attendu que la nature et l'étendue des agissements incriminés ne justifient toutefois pas que soient ordonnées les mesures de publicité sollicitées;

**\* sur la concurrence déloyale et le parasitisme :**

Attendu que l'analyse précédemment menée valant tout autant pour la S.A.R.L. ARSIE FIXATIONS, les demandeurs seront déboutés de leurs demandes de ce chef à son encontre;

**C) - Sur l'exécution provisoire, les dépens et demandes au titre de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile :**

Attendu que nécessaire pour assurer l'efficacité de la présente décision, l'exécution provisoire sera ordonnée comme compatible avec la nature du litige du chef des condamnations principales;

Attendu que succombant la S.A.R.L. ARSIE FIXATIONS supportera les dépens de la présente instance, l'équité commandant par ailleurs de faire bénéficier Roger V et la S.A. VINMER des dispositions de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile en leur allouant à chacun la somme de 10.000 francs de ce chef;

**PAR CES MOTIFS**

Le Tribunal, statuant publiquement, par jugement réputé contradictoire et en premier ressort;

- Déboute Roger V, la S.A. VINMER et la S.A.R.L. GLODIS de leurs demandes à rencontre de la S.A.R.L. LAURENT INDUSTRIE FIXATIONS;

- Déboute la S.A.R.L. LAURENT INDUSTRIE FIXATIONS de ses demandes de dommages-intérêts et au titre de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile;

- Dit qu'en commercialisant des chevilles sous la dénomination "CRAMPON" la S.A.R.L. ARSIE FIXATIONS s'est rendue coupable d'actes de contrefaçon de la marque "CRAMPON" dont Roger V est propriétaire et dont la S.A. VINMER est le licencié exclusif;

- En conséquence, interdit à la S.A.R.L. ARSIE FIXATIONS de reproduire ladite marque sur des produits identiques à ceux visés au dépôt sous astreinte de 1.000 francs par infraction constatée;

- Condamne par ailleurs la S.A.R.L. ARSIE FIXATIONS à payer à Roger V la somme de **20.000 francs** à titre de dommages- intérêts et à la S.A. VINMER la somme de **30.000 francs** à titre de dommages-intérêts ;

- Rejette toutes demandes plus amples ou contraires;

- Ordonne l'exécution provisoire du présent jugement;

- Condamne la S.A.R.L. ARSIE FIXATIONS à payer à Roger V et à la S. A. VINMER la somme de **10.000 francs à chacun** au titre de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile et en tous les dépens et autorise la S.C.P. d'avocats au Barreau du Val d'Oise MALHERBE- PETIT à recouvrer directement ceux dont elle a pu faire l'avance sans avoir reçu provision.